

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

26 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° II-920

présenté par

Mme Regol, Mme Arrighi, Mme Sas, M. Bayou, M. Thierry, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Rousseau, Mme Sebaihi, M. Taché et Mme Taillé-Polian

-----

**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Police nationale	4 680 000	0
Gendarmerie nationale	0	0
Sécurité et éducation routières	0	4 680 000
Sécurité civile	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>4 680 000</b>	<b>4 680 000</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Alors que 46 policières et policiers se sont suicidés en 2022, il est urgent de mettre en place une politique de prévention à la hauteur du défi. Les écologistes proposent par conséquent d'augmenter

le nombre de psychologues à disposition des agents de police au sein du service de soutien psychologique opérationnel (SSPO) pour atteindre 200 psychologues (contre 122 actuellement), soit 78 postes supplémentaires, s'ajoutant par ailleurs au 1586 "sentinelles" qui avaient été formées en 2023.

Pour ce faire, il est proposé un transfert en AE et CP du programme "Sécurité et éducation routières" vers le programme "Police nationale" à hauteur de 4,68 millions.

Nous demandons par ailleurs au Gouvernement de lever le gage.